

Philippot : un souverainiste anti-identitaire



Je maugrée depuis le 3 mai 2017 et ce fameux débat du deuxième tour de la présidentielle entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Mais ce n'est pas tellement contre Marine et sa position sur l'euro que contre ceux qui ont utilisé ce cafouillage pour la dénigrer.

Voilà en effet plusieurs semaines que Florian Philippot nous a gratifiés de son « Frexit – UE : en sortir pour s'en sortir ». J'y vois du pic et du carreau. Le pic : le protectionnisme et l'État-stratège. Le carreau : l'abandon réitéré de l'identité et de la résistance à l'immigration.

Je vous en livre un pot-pourri totalement décousu !

Tout d'abord, je m'inscris en faux contre ceux qui critiquent abusivement Marine et dénie le fait que l'immigration et l'islam soient les principaux problèmes de la France et de l'Europe. C'est la priorité des priorités.

La principale qualité d'un homme ou d'une femme politique est le talent oratoire, en meeting ou en interview. Et Marine a ce talent, qu'elle tient de son père, au plus haut degré. À ce niveau, c'est très rare. Et elle n'est guère en concurrence, dans un genre différent, qu'avec Mélenchon. Pour le reste, il s'agit de bon sens et il faut savoir s'entourer. Un autre talent électoral est de ne pas contrecarrer l'opinion. Or, la sortie de l'euro et le Frexit font peur à énormément de gens.

Or, Philippot ne cesse de cogner sur la résistance à l'immigration. Au point d'écrire : « Je ne fais pas partie de ceux qui ont une vision raciale ». Si ce n'est pas du politiquement correct ! Il privilégie la résistance aux délocalisations industrielles. Certes, l'action de l'État-stratège est importante aussi. Mais il ne s'agit pas de notre civilisation elle-même.

La question qui se pose est de savoir si la France doit menacer de sortir de l'Union européenne (le Frexit, comparable au Brexit ou à la chaise vide) ou y rester afin de peser de l'intérieur.

Évidemment, les fonctionnaires et les institutions européens sont archi-politiquement corrects, donc favorables aux migrants et complètement laxistes dans les négociations sur les traités commerciaux. C'est même au point que la Cour de justice de l'Union européenne interdit à un État membre de refuser l'entrée sur son sol à un non-Européen qui est interdit de séjour chez lui. Mais elles ont aussi leurs bons côtés, comme, par exemple, les subventions aux anciens pays de l'Est, le sauvetage financier de la Grèce ou 70 ans de paix. La question de savoir si la menace serait un leurre est très « compliquée ». Tout d'abord, pour des raisons démographiques : mis à part la Chine et l'Inde, l'Union européenne compte 510 millions d'habitants, les USA 320 et la Russie 150. C'est donc une entité très importante. Et le rétrécissement indéfini n'a guère de sens. Pourquoi ne pas se rapetisser sur l'indépendance de la région, du département, de la ville

franche, de la rue, etc. Ridicule ! L'Europe représente la bonne échelle pour peser dans les affaires du monde.

En fait, le problème le plus important du monde actuel est le « vivre-ensemble », sur le même territoire, apprécié sur la base de la beauté physique et des capacités professionnelles. Je me sens plus proche d'un Breton, d'un Anglais ou d'un Allemand que d'un Marseillais ou d'un Français d'origine immigrée. La question est de savoir jusqu'à quel point on peut supporter les différences de niveau. Le sentiment d'appartenance à une communauté nationale est donc inégal, celui des Français étant moins fort que celui des Gaulois. Bien sûr, nous avons besoin d'information et de communication, mais avec les réseaux sociaux et Internet, nous sommes plutôt sur-informés. La pierre d'achoppement de l'indépendance d'un pays devrait être le choix des gens qui vivent sur son territoire. C'est son droit le plus strict. Même l'acquisition de la citoyenneté locale par des Européens, tels les Roms, ne doit pas être automatique. La majorité doit pouvoir supporter les minorités. Et ces minorités sont d'autant plus supportables qu'elles sont moins nombreuses. Dans cette perspective, il faut pouvoir faire des choix drastiques. Par exemple, la proportion de musulmans ayant la nationalité française devrait pouvoir être abaissée à 3 ou 5 %. Au juridisme de s'adapter. Apparemment, Philippon ne semble pas s'en soucier.

Son livre commence en effet par le compte rendu de la réunion au cours de laquelle il a été exclu, au cours d'un Bureau exécutif de septembre 2017. Il s'agit d'une véritable canonnade contre les anciens mégrétistes, tous qualifiés avec mépris de représentants de l'extrême droite. L'auteur se rengorge en rappelant son opposition à la loi El Khomri, laquelle libérait le travail. Steeve BRIOIS, Bruno BILDE, Sébastien CHENU, Nicolas BAY, Philippe VARDON, Gilles LEBRETON, Gilles PENNELLE sont cloués au pilori, alors qu'ils avaient beaucoup fait pour le rétablissement du Rassemblement

national (alors FN) après leur retour au bercail, consécutif à la scission mégrétiste. Il n'est pas jusqu'aux cadres, secrétaires fédéraux ou de circonscription, qui ne soient critiqués pour leur médiocrité. Or, ayant fréquenté plusieurs partis politiques, je peux témoigner que leurs homologues ne sont pas meilleurs... Et quand PHILIPPOT affirme que Marine a compris qu'elle n'accédera jamais à l'Élysée, on peut se demander s'il n'y a pas « atteinte au moral de l'armée », voire carrément sabotage.

Par contre, je suis d'accord qu'il n'est pas possible de relever le niveau de vie des Français sans recours au protectionnisme. La chose est évidente et tient en quelques mots. Mettre les travailleurs français en concurrence avec ceux du Bangladesh par exemple, paupérise ces mêmes travailleurs français. Ne pas le faire, que ce soit par des taxes ou des quotas, revient à les protéger. Évidemment, c'est pitié pour les Bangladais. Mais ce n'est pas ma priorité ! Peu de gens osent le dire. Même Mélenchon. Sans doute est-il trop empreint de compassion envers les gens du tiers-monde. Mais notre prix Nobel d'économie, Maurice Allais, le disait : « On ne peut atteindre la prospérité maximale qu'en isolant des zones de développement et de technologie comparables et en les laissant commercer entre elles ! Sinon, c'est la ruine des pays développés ». Évidemment, il y a des exceptions, telles que l'Allemagne. Mais ça reste des exceptions et ça ne fonctionne qu'avec des petits salaires, si ce ne sont des salaires de misère. Et surtout, les Allemands ont su se positionner sur des produits de niche, dont le plus bel exemple est la machine-outil. J'ajoute qu'il y existe une cohésion nationale qui n'existe pas en France. Et cette cohésion tient largement à l'homogénéité ethnique du peuple allemand.

Dans la même veine, Philippot a tout à fait raison de prôner l'État-stratège. Il est des grands programmes industriels que le privé ne peut pas prendre en charge. Ce fut le cas,

notamment, du nucléaire, de Concorde, du plan Calcul. Tous ne furent pas des grands succès mais ils ont assuré à la France un grand prestige, notamment le nucléaire. Évidemment, il s'y pose un problème de compétences techniques. Il est en effet très difficile de réunir au niveau du ministère de l'Industrie les quelques dizaines d'experts qui maîtrisent ces problèmes car ils manquent d'expérience personnelle. Ce sont, en général, de jeunes polytechniciens. Heureusement, ils sont modestes et se forment en continu par la lecture d'ouvrages professionnels et les discussions avec les anciens qui ont « pantouflé ». Accessoirement, s'il est difficile de recruter ces experts au niveau national, il est pratiquement impossible de le faire au niveau des collectivités territoriales. Il devrait donc leur être interdit d'intervenir dans la vie des entreprises, qui n'ont pas les hommes pour faire autrement que par copinage ou compassion. Et alors, c'est au détriment des entreprises bien gérées. En fait, l'action des régions et des départements devrait être limitée à la culture et au patrimoine historique.

Au total, cela vaut la peine de faire le forcing pour que les institutions européennes abandonnent le politiquement correct. C'est d'autant plus vrai que les fonctionnaires européens ne sont pas aveugles et sourds et qu'ils prennent en compte le rejet, légitime, qu'ils suscitent chez les peuples d'Europe. Il faut essayer ! Et n'oublions pas que de grands événements peuvent surgir de l'imprévisible. Ainsi, qui aurait parié sur la chute du mur de Berlin avant 1989 ? Personne ne pouvait prévoir que les garde-frontière hongrois allaient laisser les Allemands de l'Est passer en Autriche.

Éric LHULLIER